

À LA RENCONTRE DE LA SORORITÉ AU MAROC

PORTRAITS DE MILITANT·E·S

PAR SORALIA ET SOLSOC

En mars 2023, une délégation de travailleuses de l'ASBL Soralia, accompagnées de deux travailleuses de l'ONG Solsoc, s'est rendue à Casablanca au Maroc pendant 5 jours. Le but de ce déplacement était d'aller à la rencontre des associations marocaines partenaires de Solsoc, actives en faveur des droits des femmes. Sur place, la délégation a pu échanger avec de nombreuses femmes sur le thème de l'égalité dans la société marocaine. Cette exposition rassemble leurs portraits et paroles dans le but d'ouvrir à la réflexion quant aux résonances avec les réalités belges vécues par les femmes issues de l'immigration ou non.

Les personnes interviewées sont membres des associations AFAQ*, IFAAP* et AJR* partenaires de Solsoc au Maroc ou membres de leurs réseaux. Ces associations sont implantées dans les quartiers populaires de la ville de Casablanca. Elles œuvrent à la **participation citoyenne**, au renforcement des associations locales et à la réduction des inégalités sociales et de genre. Leurs thématiques et méthodes d'action font écho au processus d'éducation permanente mené par l'ASBL Soralia en Fédération Wallonie-Bruxelles. **Proximité**, développement de l'esprit critique, mobilisations collectives, rencontres politiques, aspirations à la démocratie et l'émancipation, sororité sont autant de points communs découverts lors de cette rencontre entre la Belgique et le Maroc. Ces échanges ont mis en lumière les nombreuses **similitudes**, bien plus que les divergences, entre les vécus des femmes ici et là-bas.

***AFAQ** : Action femmes des Associations des Quartiers du Grand Casablanca

***IFAAP** : Institut de Formation et d'Accompagnement des Associations de Proximité

***AJR** : Action Jeunes Régionale des Associations des Quartiers

QUELQUES DONNÉES CONTEXTUELLES

Avec plus de 4 millions d'habitant·e·s, Casablanca est la plus grande ville du Maroc. Elle est marquée par une forte ségrégation sociale : les plus riches occupent le centre-ville tandis que les plus pauvres sont relégué·e·s dans les banlieues dégradées. De nombreuses initiatives d'**économie sociale et solidaire** y voient le jour, souvent organisées en coopératives. Beaucoup sont créées par des femmes et permettent à celles-ci d'apprendre un métier, d'avoir un revenu, de connaître leurs droits. Ces petites entreprises et les associations de quartier contribuent de façon décisive à l'**émancipation** des femmes dans les **quartiers populaires**. Au Maroc, la Constitution et le Code de la famille

affirment le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes. Néanmoins, dans les faits, les inégalités restent flagrantes. Écart salarial, polygamie persistante, avortement criminalisé, loi sur l'héritage défavorable à l'égard des femmes, cyberviolences sont autant de signes que l'égalité est encore loin d'être atteinte. Le constat d'un décalage entre l'égalité dans les textes de loi et l'égalité réelle peut aussi être posé en Belgique. Les discriminations en matière de pensions, de santé, de harcèlement dans l'espace public, d'accès aux postes de pouvoir ou de partage des tâches ménagères témoignent du chemin qu'il reste à parcourir dans notre pays également. *Le patriarcat ne connaît pas de frontières !*



« Mobiliser les citoyennes, c'est une tâche difficile, qui s'établit dans la confiance et la durée. Au début, quand les femmes arrivent chez nous, elles sont tristes, renfermées »



Nadia Daiz est activiste et directrice pédagogique de l'ASDS - Association de Sensibilisation et de Développement Social.

Nadia est à l'initiative de plusieurs projets d'amélioration de la vie de son

quartier - Hay Adil - comme une plaine de jeux et un terrain de sport, une salle de théâtre et différents ateliers créatifs (dessin, broderie, confection de bougies).

Une quarantaine de femmes fréquentent ces ateliers.

« L'atelier donne de l'espoir aux femmes. Avoir une activité leur permet de faire quelque chose, de sortir de chez elles. Après quelques sessions de travail, tu observes du changement chez elles. C'est un espace de liberté ici. C'est aussi un soutien pour les femmes qui vivent des choses difficiles. Beaucoup d'hommes, dont des représentants de l'autorité, ont essayé de dresser des obstacles sur mon parcours, mais j'ai toujours tenu bon, grâce au soutien inconditionnel de ma mère, mais aussi grâce aux formations que j'ai suivies. Au sein de l'atelier existe une caisse de solidarité* qui permet aux femmes de s'entraider financièrement. La sororité y est très présente. »

*Chaque femme de l'atelier dépose, tous les mois, la somme de 50 dirhams (environ 4€60) dans la caisse. Les membres peuvent y faire appel pour répondre à un besoin personnel urgent, selon les fonds disponibles. La caisse est gérée par un comité et encadrée par une charte éthique précisant ses objectifs et modalités de gestion.

FEMMES EN MENUISERIE-TAPISSERIE : UN MODÈLE POUR LUTTER CONTRE LES STÉRÉOTYPES

« Au début, c'était difficile de se former à la menuiserie, il n'y avait pas de formation pour nous et les hommes ne voulaient pas que les femmes touchent les machines. On nous disait : ' tu ne vas pas réussir dans ce métier '. Via ce projet, initié en 2019, nous avons eu accès à un apprentissage et à un accompagnement pour créer notre propre coopérative. Pour l'instant, nos revenus sont satisfaisants, mais instables parce que c'est un petit atelier et que les commandes sont aléatoires. Dans les prochains mois, avec le soutien d'AFAQ, nous allons avoir quelques nouveaux outils et des machines à coudre. Grâce à ce travail physique, nous sommes capables de faire sortir les émotions négatives. Certaines d'entre nous ont même pu arrêter leur traitement contre la dépression tellement elles se sentaient mieux. »



Fatiha Tachfine, formatrice (gauche), et Ilham Zaouia, coopérante (droite), dans l'atelier de menuiserie et tapisserie « Fane el jalssa al maghribia », dans le quartier Sidi Othmane.

Six femmes y sont en formation. L'atelier fabrique des meubles de salon à partir d'un support en bois et de tissus confectionnés à la main par les membres de la coopérative.



« Nous avons le sentiment d'être fières et fortes, comme des flambeaux, qui participent au changement de l'image de la femme »

L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE : UN LEVIER POUR L'INDÉPENDANCE

« La Rachida
d'avant, ce n'est
pas la même
que la Rachida
d'aujourd'hui »

Rachida Benjou, formatrice et responsable de la coopérative Miss Morocco, dans le quartier de Bournazille. La coopérative gère un centre de formation dédié aux jeunes femmes en situation de précarité économique, y compris d'anciennes détenues et des

femmes ayant connu des problèmes d'assuétude ou de santé mentale. Aussi, Miss Morocco propose des services pour les femmes du quartier, en vue de contribuer à l'émancipation économique de celles-ci. Par exemple, elle pratique des tarifs abordables.

« Après 7 ans de mariage, j'ai divorcé. Mon ex-mari ne payait pas la pension alimentaire, alors pour subvenir à mes besoins et à ceux de ma fille, j'étais obligée de travailler. Le point de départ de beaucoup de femmes, ce sont les violences économiques. J'en suis revenue à ma formation initiale en coiffure et esthétique, car je savais que j'avais un métier entre les mains. J'ai appris en passant d'un salon à l'autre. Via des connaissances, j'ai rencontré AFAQ en 2014. Nous avons créé mon salon d'esthétique *Miss Morocco* en 2018 avec 7 autres femmes. C'était difficile au début, car nous n'avions pas d'aide ni de soutien, nous nous sommes cotisées pour acheter le matériel. Chaque femme a économisé une somme et tout s'est fait sur base des principes d'entraide. Depuis mai 2022, nous avons accès à une protection sociale pour nous protéger en cas de soucis de santé par exemple. »

“

Les femmes au Maroc doivent faire face à plusieurs types de violences. Il y a une violence économique qui entraîne l'absence d'indépendance ; une violence culturelle qui maintient une domination des hommes sur les femmes ; une violence numérique via le partage de vidéos dégradantes ; une violence psychologique liée à la charge mentale ; une violence politique à travers le manque de représentation des femmes dans cette sphère. Il existe en outre une violence légale, parce que, même si le Maroc est très avancé par rapport aux lois sur l'égalité hommes-femmes, il subsiste néanmoins des lacunes sur le plan légal, comme la loi sur l'héritage ou l'interdiction de l'avortement qui pénalisent les femmes.

POUR COMPRENDRE LA SITUATION, IL FAUT DISTINGUER L'ÉGALITÉ DE DROITS GARANTIE PAR LA CONSTITUTION ET L'ÉGALITÉ DANS LES FAITS QUI N'EST PAS ENCORE ATTEINTE.

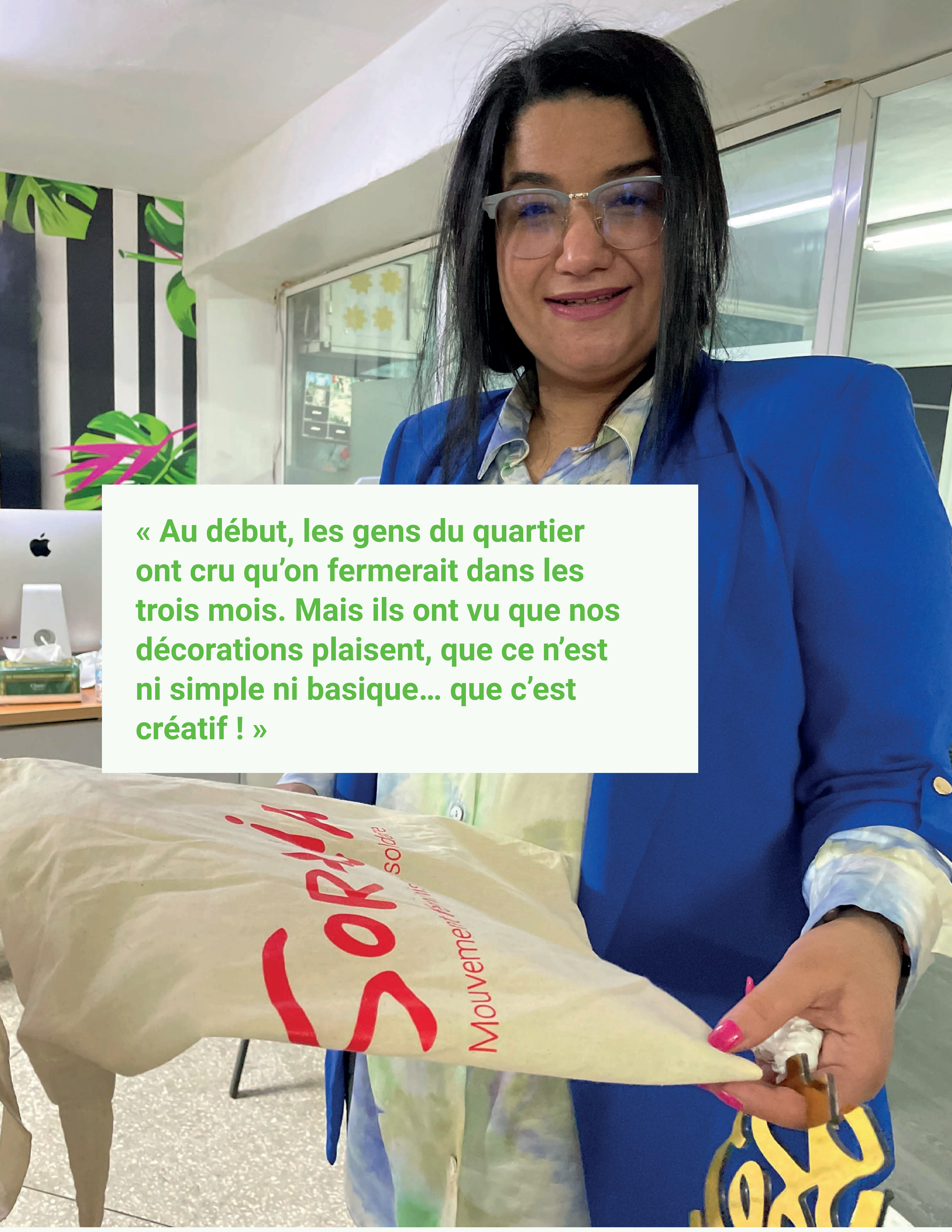
Par exemple, le mariage des mineur·e·s est interdit, mais dans les faits, 12 % des mariages concernent des enfants. Ces mariages sont autorisés par une dérogation prévue dans le Code de la famille

”

**ACTIVISTE
FÉMINISTE**

AUDACE ET CRÉATIVITÉ POUR PERMETTRE AUX FEMMES DE SE FORMER

« Je travaille dans une agence de communication. En parallèle, nous avons un atelier dont le slogan est ' Vous imaginez, nous réalisons '. On imagine avec le client, par exemple un objet décoratif, et puis on réalise ce qui a été imaginé. On essaie aussi d'organiser des marches collectives où on ramasse des bouteilles en plastique qu'on réutilise en leur donnant un nouvel aspect. C'est une action pour l'environnement et pour la création. Certaines femmes voulaient faire ce métier, mais n'en n'avaient pas les moyens. Alors j'ai emprunté à droite et à gauche, j'ai sensibilisé tout le monde et j'ai créé cet atelier. »

A woman with long dark hair and glasses, wearing a blue blazer over a patterned shirt, is smiling. She is holding a pair of scissors and cutting a piece of a white plastic bag. The bag has the word 'SORIA' written in large red letters and 'Mouvement pour le développement durable' in smaller red letters. In the background, there is a desk with a computer monitor and some plants.

« Au début, les gens du quartier ont cru qu'on fermerait dans les trois mois. Mais ils ont vu que nos décorations plaisent, que ce n'est ni simple ni basique... que c'est créatif ! »

Fatima-Zahra Wakach, dans son agence de communication « Océan Agency », quartier de Moulay Rachid.

Elle offre une opportunité de formation à cinq jeunes femmes en les accueillant dans son atelier pour un stage en communication innovant et créatif.

L'ACCÈS DES FEMMES ET DES JEUNES À LA POLITIQUE

« Au début, j'ai rejoint la vie politique pour me former, améliorer mes connaissances dans la gestion des affaires publiques et locales et surtout bien maîtriser les mécanismes de l'action politique. De plus, en tant que conseillère communale, je travaille pour changer le regard stéréotypé sur la participation des femmes et des jeunes à la vie politique. La parité comme principe de discrimination positive n'a pas abouti, par manque de confiance de la société envers la capacité des femmes à faire un travail politique de qualité. »



« Je n'ai eu ni soutien ni encouragements. J'essaie de m'imposer par mon travail pour faire évoluer les mentalités encore très conservatrices »

Saana Hadnane, conseillère communale à Mohammedia et membre du bureau exécutif de l'association AJR – Action Jeunes Régionale des Associations des Quartiers.

L'ASSOCIATION, POINT DE DÉPART DE L'ÉMANCIPATION

« Je suis là avec mes sœurs, comme une famille »

Saâdia Bennaji, responsable de la coopérative Nissae Labita à Mohammedia, une ville située dans la périphérie de Casablanca.

« J'ai eu l'occasion d'apprendre à faire des gâteaux traditionnels, mais quand je me suis mariée, j'ai arrêté de travailler. À la mort de mon mari, j'étais dans une situation de précarité et j'ai commencé à souffrir de dépression. C'est à cette période que j'ai rencontré le président de l'association (*de quartier, ndlr*) et nous avons eu l'idée de rassembler des femmes vivant dans la même situation pour leur transmettre cette envie d'être indépendantes financièrement. Grâce au projet, ces femmes sont connues à Mohammedia et inspirent le respect. Elles ne sont pas devenues riches, mais elles ont des revenus suffisants pour être autonomes et s'occuper de leur famille. Certaines ont pu devenir propriétaires de leur logement. À travers le projet, toutes les employées ont appris à connaître leurs droits, grâce à des ateliers de coaching, de communication, etc. La coopérative accompagne aussi les jeunes filles seules et sans travail, les forme et les aide à trouver un emploi. »

La coopérative donne du travail à une quinzaine de femmes qui sont, pour la plupart, divorcées ou veuves.





Pour la question de l'égalité et celle de la libération des femmes, nous sommes confronté·e·s à un défi très difficile : la mentalité masculine prédominante au sein de la société et le statut inférieur attribué aux femmes se manifestent à travers le harcèlement et les violences. Ces discriminations sont soutenues par des interprétations religieuses conservatrices.

Ali Jaouate, coordinateur général d'AJR* et Younès Dardour, responsable des coordinateurs des programmes d'action au sein d'AJR*.



Le changement des mentalités, surtout dans les quartiers populaires, est un travail sur le long terme. Dans notre association, nous avons formé un groupe de travail sur les questions de genre. Suite à cela, nous testons des techniques pour favoriser la participation des jeunes femmes à l'action citoyenne au sein des quartiers. Par exemple le choix des horaires adaptés pour leur permettre de rentrer chez elles en sécurité.

Nous menons le combat avec nos camarades féminines du mouvement ! Au final, c'est toute la société qui va bénéficier des fruits de cette égalité



* AJR (Action Jeunes Régionale des Associations des Quartiers) rassemble des jeunes appartenant à des sensibilités politiques progressistes diverses ainsi que des associations de jeunes, pour les mettre en réseau. L'objectif d'AJR est de relayer les problématiques, portées par ces jeunes, vers différents espaces de la société civile et des pouvoirs publics.



« Il est difficile de nommer ce qu'on fait. C'est un parcours social, un apprentissage mutuel entre femmes »



Amina Zair, directrice de l'association AFAQ - Action femmes des Associations des Quartiers du Grand Casablanca. AFAQ appuie et accompagne des structures et des dynamiques locales au sein des quartiers populaires de Casablanca. Son action porte sur l'émancipation et l'autonomisation des femmes des quartiers populaires de la ville.

« Ce que l'on a reçu, on le transmet à d'autres femmes, en particulier les victimes de violences (physiques, économiques, culturelles). Les gens du quartier m'ont étiquetée comme une mauvaise personne qui fait dévier les femmes du bon chemin. J'ai arrêté de les écouter et continué ma route. Quand on mène des actions dans la rue, les femmes du quartier nous regardent d'abord depuis la fenêtre. Après elles descendent devant leur porte avec une chaise pour s'asseoir avec nous et puis finissent par porter des revendications. »

« Nous pouvons être confrontées à des comportements de harcèlement tels que des commentaires désobligeants ou des sifflements »

Ikram (à gauche) et Ijlal (à droite) Alami, sœurs et bénévoles au sein d'AFAQ.

« Malgré de remarquables avancées, il est important de reconnaître que certains quartiers de la ville sont toujours marginalisés et nécessitent une attention particulière. Ces quartiers peuvent manquer d'infrastructures de base telles que des égouts, des routes praticables et des espaces publics adéquats. À notre niveau, nous nous sentons parfois moins en sécurité lorsque l'on marche seule dans la rue, surtout la nuit. En revanche, pour les hommes, il y a plus d'opportunités de profiter des espaces publics en toute tranquillité. Pour augmenter la présence et le confort des femmes dans l'espace public, nous sommes favorables à l'installation massive de toilettes publiques, l'instauration de lieux de rencontre spécifiques comme des cafés ou la création d'infrastructures et d'évènements sportifs où les femmes sont prises en compte. »

La délégation belge Soralia-Solsoc et plusieurs femmes des associations de quartier de la ville de Casablanca, brandissant des slogans en faveur de

l'égalité femmes-hommes, à la suite d'un match de football amical pour revendiquer la place des femmes dans l'espace public.



À LA MANŒUVRE DE CETTE EXPOSITION

À PROPOS DE SORALIA

Soralia est un mouvement mutualiste féministe d'éducation permanente. L'association est riche de plus de 100 ans d'existence et est présente partout en Belgique francophone.

Au quotidien, Soralia milite et mène des actions pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle défend des valeurs et des principes fondamentaux tel·le·s que le féminisme, l'égalité, la solidarité, le progressisme, l'inclusivité et la laïcité.

À PROPOS DE SOLSOC

Solsoc est une organisation non gouvernementale agréée par la Coopération belge au développement (DGD). Elle est l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, Solsoc soutient des mouvements sociaux et des organisations de la société civile en Afrique, Amérique latine et au Proche-Orient afin de contribuer à un changement social progressiste, laïque et démocratique.

En Belgique, Solsoc relaie les préoccupations de ses partenaires internationaux à travers des actions politiques et d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. Solsoc participe également à des plateformes, coupoles et réseaux d'acteurs qui partagent ses valeurs de solidarité et de justice sociale.

Un projet de



Avec le soutien de



Belgique

partenaire du développement

Graphisme : Atelier Kami

Photographies : Lucie Chopart

Éditrice responsable : Noémie Van Erps,
place Saint-Jean 1-2, 1000 Bruxelles

